

une politique à taille humaine

Par Jan Marijnissen, président du SP* des Pays Bas

Les habitants vont généralement bien si leur quartier va bien aussi. Et réciproquement si le quartier va mal, les gens aussi vont mal. C'est pourquoi nous devons arrêter de vider des quartiers, des secteurs et des villages, des services dont la population a besoin et s'attaquer au phénomène de concentration et d'éloignement des équipements et des services.

Qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, de la sécurité sociale ou des magasins et des entreprises reconnues d'utilité publique, sur tous ces terrains la politique menée ces dernières années a conduit à une folie de contrôles bureaucratiques, un surplus de hauts dirigeants, à une déresponsabilisation et un manque de motivations pour les affaires publiques.

C'est en organisant les équipements et les services au niveau du quartier et en donnant aux habitants les moyens de dire leur mot que nous pourrions regagner la place du secteur public sur « les costumes gris » qui l'ont accaparé avec des salaires énormes.

Les années passées un fossé profond s'est creusé entre les citoyens et le gouvernement.

Non pas parce que les gens se détournent de la politique, mais surtout parce que les politiciens ont gouverné en tournant le dos aux citoyens.

La plupart des gens veulent bien prendre part à la vie publique. Cela, j'ai pu le remarquer partout dans mon tour d'exploration du pays pendant deux ans, quand j'ai visité des écoles, les services d'aide sociale à la jeunesse, la police, les pompiers, la santé communale, les prisons, les hôpitaux, les entreprises d'insertion et les maisons de retraite.

Il n'y a pas assez de prise conscience que les difficultés dans notre pays sont le résultat d'une mauvaise politique. Le gouvernement sortant promettait plus de liberté pour les professionnels, mais dans la pratique il a donné plus d'espace à une nouvelle caste de dirigeants, qui se sont nichés, pour leurs intérêts personnels, au sommet des institutions (semi) publiques.

La concentration des services était censée rendre les écoles, les institutions sanitaires et la police plus efficaces, mais en réalité elle a imposé une bureaucratie inutile à la population. Les instituteurs, infirmiers, policiers et autres personnels des services publics, qui ont du cœur pour leur travail, ont perdu le courage et la passion de leur métier.

Des « usines » d'enseignement avec des milliers d'élèves ne réussissent plus à donner aux écoliers l'attention et l'éducation dont ils ont besoin. L'aide sociale à la jeunesse existe en ce moment au travers de 15 organisations professionnelles, alors qu'il devrait n'y en avoir qu'une seule. Des spécialistes et des médecins de famille doivent chaque jour faire plus d'une heure d'administration. La police peut juste consacrer un tiers de son temps disponible pour attraper les délinquants.

Pendant mes visites j'ai vu les conséquences mentales de cette politique : la conscience professionnelle dans le secteur public est complètement érodée.

Les Pays Bas ne peuvent pas être gouvernés du haut des ministères, ça nous l'avons vécu dans le passé. Mais les équipements ne peuvent pas non plus être dirigés d'en haut, c'est la leçon que nous tirons aujourd'hui. Les équipements publics payés par la population doivent répondre à leurs besoins. C'est pourquoi il est évident que celle-ci puisse participer à leur fonctionnement.

C'est possible en commençant par réduire le pouvoir des dirigeants et en organisant les équipements au plus près possible des gens. Je suis convaincu que c'est seulement par un retour à une politique de taille humaine que l'on pourra redonner la confiance aux citoyens.

Par exemple en créant suffisamment d'équipements de sports et de loisirs dans le quartier, par un retour des maisons de quartier et de travail, par des investissements en soins et aides sociales, une police de quartier. Les jeunes et les personnes âgées doivent pouvoir se rendre aux bureaux de consultation dans leur quartier, qui peut aussi apporter de l'aide éducative aux parents.

Travailler sur la dimension locale signifie aussi que nous devons mettre fin aux maisons de retraites et centres hospitaliers gigantesques. Les personnes âgées doivent pouvoir vivre le plus longtemps possible avec leur autonomie. La bureaucratie et les réglementations inutiles empêchent les enfants de construire sur leur propre terrain une maison d'appoint pour leurs propres parents, alors que vivre avec plusieurs générations serait une solution pour beaucoup des problèmes de garde et d'accueil des enfants, de soins de voisinage et de logement des personnes âgées.

Les élèves de l'enseignement professionnel sont mieux dans des écoles plus petites et plus orientées à la pratique, proche de leur domicile, que dans des « usines d'enseignement » avec une « voie d'apprentissage obligatoire ». Les cabinets de médecins de famille sont souvent situés loin, nous devons les remplacer par des centres médicaux de quartier, qui soient toujours accessibles. Les entreprises d'insertion « commerciales » feraient place à des entreprises de formation communales pouvant aider les gens directement pour un stage ou du travail adapté.

Nous pourrions améliorer les quartiers et les rendre plus vivables et plus accessibles en passant de meilleurs accords avec les entreprises du logement et du transport. Le niveau d'équipement dans les quartiers et les centres d'habitation à la campagne peuvent s'améliorer par des meilleurs accords avec des entreprises de service, comme les supermarchés, les banques et les bureaux de postes. ■

* Socialism Party, principal acteur de la victoire du NON, a connu un grand succès aux élections législatives de l'automne 2006.